**Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe. Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe. Pour la reconstruction de la IVème Internationale.**

**Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)**

— PARAIT TOUTES LES 2 SEMAINES — SAMEDI 05 DECEMBRE 2015 1145 1 €

# Martinique - Guadeloupe : des listes Combat Ouvrier. Le courant communiste révolutionnaire dans les élections !

Notre organisation, Combat ouvrier, a présenté une liste "Combat Ouvrier" aux élections régionales en Guadeloupe et une liste "Combat ouvrier" aux élections à la CTM (Collectivité territoriale de Martinique) en Martinique. Dans cette dernière, après deux référendums sur le statut institutionnel, l'électorat avait voté pour la création d'une assemblée unique remplaçant Conseil Régional et Conseil Général, de même en Guyane. La Guadeloupe, elle, pour le moment, garde ses deux assemblées traditionnelles : Conseil Général et Conseil Régional.

Les élections sont organisées par les organismes de l'État, l'État de la classe dominante qui est la bourgeoisie. Elles sont faites pour donner l'illusion de la démocratie à la population, l'illusion que c'est le peuple qui dirige en votant pour ses représentants. En réalité, comme le disait Friedrich Engels et Karl Marx fondateurs du communisme, les élections, c'est connaître qui, à tour de rôle foulera aux pieds les intérêts des travailleurs et des classes populaires.

La réalité, c'est que la bourgeoisie, sous couvert de démocratie et d'élections multiples et variées impose sa dictature aux travailleurs et aux exploités. Elle nous fait croire que son armée et sa police sont là pour protéger la population. Mais en fait, ils sont là pour intervenir contre les travailleurs en grève, en manifestation contre le patronat exploiteur. L'armée est là pour faire des guerres au profit de la bourgeoisie et des riches et contraindre la jeunesse ouvrière à aller se battre. Ce fut le cas pendant les deux guerres mondiales, ce fut le cas dans toutes les guerres coloniales. Ceux qui refusaient ou qui protestaient étaient soit fusillés soit emprisonnés. Et ce n'est pas fini.

La dictature de la bourgeoisie c'est aussi d'imposer par la force les bas salaires, les mesures anti ouvrières, les licenciements, le chômage, la pauvreté pendant que les profits du grand patronat explosent.

Dans l'histoire du mouvement ouvrier, les communistes révolutionnaires ont toujours choisi de participer aux élections bourgeoises pour s'adresser aux travailleurs et tenter d'avoir des élus dans les institutions de la classe dominante. Et c'est ce que nous faisons à Combat ouvrier. Nous savons néanmoins que ce ne sont pas les élections qui changent le sort des travailleurs mais les luttes ! Et si nous avons des élus ils ne pourront servir qu'à être une caisse de résonnance des problèmes, des revendications et des luttes des travailleurs. Ni plus, ni moins.

Alors, quels que soient les résultats de ces élections (que nous n'avons pas au moment de la rédaction de cet éditorial) l'important pour notre organisation est d'y avoir participé en tant que communistes révolutionnaires. C'est-à-dire d'avoir utilisé les élections bourgeoises pour dire que le sort des salariés, des chômeurs, des retraités, de tous ceux qui vivent de leur travail et non de leurs capitaux, ne sera en rien affecté par la composition des Conseils Régionaux, ou de la CTM. Pour les clans politiques liés à la bourgeoisie locale et aux notables qui se disputent la majorité et la direction du Conseil Régional ou de la nouvelle collectivité en Martinique, l'enjeu est de se partager le gâteau des budgets de ces assemblées. Il s'agissait aussi de réaffirmer les exigences de l'heure, vitales pour les travailleurs : l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, l'augmentation des salaires des pensions, des minima sociaux à chaque fois que les prix augmentent, la levée du secret bancaire, du secret des affaires.

Tous les travailleurs, tous les exploités, tous ceux qui ont voté pour nos listes ne peuvent qu'en être fiers. Car ils ont contribué cette fois encore à creuser le sillon d'où germeront les graines des futures luttes ouvrières offensives et du futur parti communiste révolutionnaire de la classe ouvrière.

*Martinique*

# Élection à la CTM : Letchimy, Marie-Jeanne, serviteurs politiques de la bourgeoisie

**MARIE-JEANNE : des centaines de millions pour le gros patronat.**

On relève cette phrase dans la circulaire du clan Marie-Jeanne-Gran sanblé : *«Assurer la relance par une politique de grands chantiers pour dynamiser le BTP en injectant immédiatement 450 millions d'euros...»* puis plus loin : *«mettre en place des mesures d'urgence en faveur des entreprises en réalisant un emprunt martiniquais obligataire de 200 à 250 millions sur 6 ans»*.

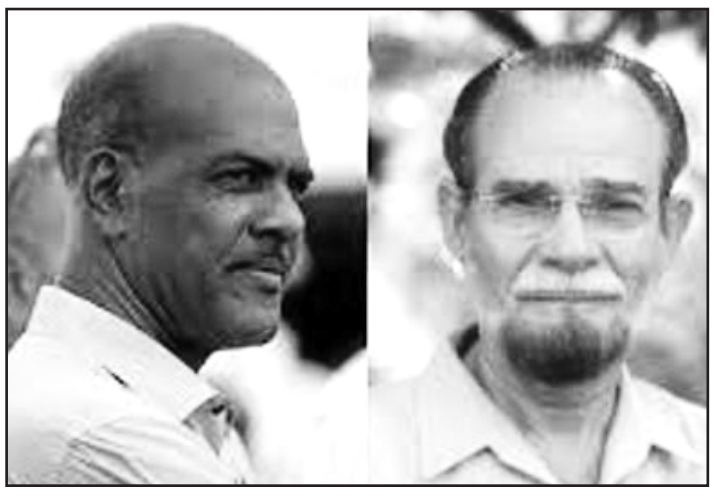
On a bien lu *«dynamiser le BTP»*. Il s'agit surtout du patronat du BTP. Il n'est pas question des travailleurs du BTP.

**MARIE-JEANNE : Une nouvelle banque pour les riches.**

On lit encore dans la circulaire de Marie-Jeanne : *«La banque publique de développement pour accompagner l'initiative publique et renforcer les capacités d'investissement des acteurs privés»*. Rien pour les «petits».

**LETCHIMY : «une Martinique plus prospère»... pour qui ?**

C'est ce qu'on peut lire à la fin de sa circulaire. La «Martinique» a bon dos. Il y a des riches et des pauvres, en Martinique, des patrons qui font des profits et des travailleurs qui vendent leur force de travail juste pour survivre. Tous sont «Martiniquais», mais le sont-ils au même titre ? Non ! Les riches vivent sur le dos des travailleurs et des pauvres. Qu'à cela ne tienne Letchimy défend «la Martinique». Une façon déguisée de défendre les nantis, les riches !



*S. Letchimy* *A. Marie-Jeanne*

La Martinique actuelle appartient aux békés et autres riches.

**LETCHIMY : des centaines de millions! Qui en a le plus profité ?**

Dans sa circulaire, Letchimy, président du conseil régional et prétendant au poste de président de la CTM, nous dit qu'il a injecté 1,5 milliards d'euros dans l'économie. *«Le plan de relance étendu à tout le territoire, de plus de 200 millions, du Nord au Sud, sur toutes les communes sans exception, soit 220 chantiers parmi les plus emblématiques»*. Nous ne disons pas que la population n'a profité en rien de ces réalisations. Mais entre elle et les grosses sociétés, ce sont ces dernières qui en ont profité le plus et réalisé des profits juteux ! Il ne faut pas l'oublier ! La commande publique profite en premier lieu aux capitalistes. On nous dira qu'ils ont embauché sur les chantiers oui, d'accord, mais comment ? Au compte goutte, avec des salaires toujours bas, avec un temps de travail toujours trop long. Alors qu'il faudrait partager le travail entre tous sans diminution de salaire.

*Guadeloupe*

# Les clans Lurel et Chalus : Des politiciens au service de la classe dominante

Lurel et Chalus sont les deux bouts d'un même bâton. L'un a été ministre du gouvernement Hollande. Il est donc coresponsable au plus haut niveau de la politique du gouvernement socialiste contre les travailleurs. L'autre fait encore mieux : il incarne sur sa liste à la fois la politique anti-ouvrière de Sarkozy avec une ex-ministre de ce même Sarkozy, le «président des riches», et celle de Hollande avec une kyrielle de politiciens ambitieux issus de la gauche en morceaux.

Que ce soit en Martinique ou en Guadeloupe, le résultat de la politique de ces politiciens dans les deux îles c'est :

- 20 milliards de crédit d'impôt au grand patronat, avec, en retour, les licenciements de milliers de travailleurs.

- Des «aides à l'embauche» pour les grands patrons et la hausse du chômage, notamment des jeunes.

- Des profits supplémentaires pour les grands patrons grâce au travail du dimanche et de plus en plus de fatigue, de maladies, de TMS (troubles musculo squelettiques), de dépression et de suicides pour les salariés, y compris dans la police et la gendarmerie !

- La suppression programmée du code du travail pour les grands patrons et de plus en plus de précarité pour les travailleurs.

- L'évasion fiscale de près de 80 milliards opérée par les grands patrons et le gel des salaires, des pensions et des minima sociaux pour les travailleurs, les retraités, les chômeurs.

*A. Chalus* *V. Lurel*

- Les «retraites chapeau» de plusieurs millions pour les grands patrons et pour les travailleurs, le recul de l'âge permettant de toucher une pension complète à 62 ans et bientôt 67, puis 70 ans !

- Une justice compréhensive pour les grands patrons et répressive pour les syndicats !

*Guadeloupe / Martinique*

# Échos de campagne électorale

## *Guadeloupe*

**Quand L'UGTG participe d'une certaine façon aux élections !**

Eh oui, heureusement qu'il y a les élections. Cela donne aux dirigeants de l'UGTG l'occasion de se manifester politiquement, alors même qu'ils interdisent à ses militants de "faire de la politique". À chaque élection, nous voilà gratifiés d'un 8 pages des responsables de l'UGTG qui fulminent contre tous ceux qui participent aux élections!

Nous leur suggérons de garder un peu de papier et d'encre car ils auront un autre 8 pages à sortir dans un peu plus d'un an pour nous reprocher d'aller aux élections législatives et présidentielles (où nous soutiendrons notre camarade de lutte ouvrière Nathalie Arthaud).

Comme on le voit, pour tous ceux qui se préoccupent un tant soit peu de politique les élections sont un excellent moment d'expression. L'UGTG ne s'y trompe pas et participe aux élections à sa manière.

**Aucun incident entre "communistes" à Petit Bourg**

Guadeloupe première a présenté faussement une de nos apparitions lors d'un meeting électoral du Parti communiste guadeloupéen (PCG) à Petit Bourg. Le PCG aurait pris notre place alors que nous devions parler avant. Pure et totale invention. Certains y auraient vu un différend entre "communistes"...

La vérité c'est que nous n'avions pas prévu de parler avant le PCG. Nous avions prévu une intervention à Petit Bourg après celle de Goyave le même soir. Il s'agissait de notre deuxième conférence électorale. Donc il était tout à fait normal que le PCG parle avant nous et nous avons attendu avec correction qu'il ait fini de s'exprimer pour le faire à notre tour.

**Nécessité du débat démocratique dans le mouvement ouvrier**

Nous avons eu à nous exprimer sur le programme du PCG d'abord par une critique de son programme axé sur l'autonomie. Nous pensons en effet qu'aucun changement de statut ne saurait déboucher sur une amélioration de la situation des travailleurs si ces derniers ne constituent pas une force politique indépendante, et un nouveau parti communiste révolutionnaire. Nous avons aussi déclaré que nous pouvions avec les travailleurs sincèrement communistes qui militent au PCG et avec lesquels nos camarades militent notamment à la CGTG, œuvrer à la construction d'un tel parti. Le PCG et Combat Ouvrier constituent les deux seules tendances politiques communistes au sein du mouvement ouvrier de Guadeloupe. Et il est sain qu'un débat puisse s'instaurer devant les travailleurs à chaque fois que l'occasion nous en est donnée.

## *Martinique*

**Monplaisir : un exploiteur jamais mieux servi que par lui-même !**

Dans sa circulaire, la tête de liste de "an nou ba peyi la an chans" déclare :

*«Chef d'entreprises employant plus de 1500 employés je connais les obstacles qui freinent le développement de l'économie martiniquaise et les moyens de les surmonter»*. Comme il le dit lui-même, ce n'est pas un petit chef d'entreprise. Pour la Martinique, employer 1500 personnes cela signifie être un gros capitaliste. Ces 1500 personnes lui rapportent des millions par leur travail sous forme de profit. Ce que Monplaisir veut surmonter ce sont les obstacles qui freinent un tant soit peu la possibilité de faire plus d'argent, plus de profit sur le dos des travailleurs.

**Monplaisir se prend peut être pour Martin Luther King ?**

Il déclare, toujours dans sa circulaire : *«Enfin, j'ai fait un rêve, celui d'une Martinique retrouvée dans laquelle il ferait bon vivre»*. Le rêve de faire plus de fric oui ! Monplaisi Komik tou bolman wi !

# Le réchauffement climatique : une conséquence de l'anarchie capitaliste

On parle, depuis plusieurs dizaines d'années, de l'accumulation dans l'atmosphère des gaz à effet de serre et de ses conséquences sur le réchauffement climatique. Colloques et protocoles se succèdent entre représentants des grandes puissances, sans que le problème ne connaisse l'embryon d'une solution. Les perspectives et hypothèses émises par les experts sont catastrophistes, pour un avenir proche.

Les gaz à effet de serre sont naturellement présents dans l'atmosphère terrestre et nécessaires à la régulation du climat. Il s'agit principalement de vapeur d'eau, et aussi de CO2 (gaz carbonique) et de méthane. Ils forment une couverture qui permet à une partie du rayonnement solaire (les infrarouges) reçu et renvoyé par la terre, d'être réfléchi vers le sol terrestre, à la manière dont le ferait la vitre d'une serre. Sans eux, la température moyenne sur terre serait de -18°, alors qu'elle est aujourd'hui de +15° !

Ce qui pose problème aujourd'hui, c'est la trop forte concentration de ces gaz, cette fois du CO2 et du méthane, issus en priorité de l'industrie, des transports et d'une agriculture mal maîtrisés. Depuis le début de l'ère industrielle, ils se sont accumulés dans l'atmosphère, de manière brutale avec l'accélération d'un développement incontrôlé.

A l'échelle géologique, qui se chiffre en millions d'années, la terre a connu plusieurs phases de refroidissement puis de réchauffement. Des changements brutaux ont provoqué l'extinction massive d'espèces animales et végétales, puis le renouveau de la vie. Après la dernière période glaciaire, la terre a commencé à se réchauffer depuis environ 18 000 ans, jusqu'à aujourd'hui. Le problème c'est qu'aujourd'hui, il ne s'agit plus de cycles naturels. Depuis un siècle, l'activité humaine est devenue le facteur dominant du changement climatique associé au réchauffement. 80% de l'énergie utilisée pour la production industrielle, les transports, et à un moindre degré les consommations individuelles proviennent de la combustion de sources fossiles : le charbon, le pétrole, le gaz. En brûlant pour produire l'énergie, elles rejettent du CO2 et de la vapeur d'eau en quantité. Une partie, environ 1/4, est absorbée par les océans et la végétation, le reste s'accumulant dans l'atmosphère. Et bien sûr, plus on dévaste de forêts, que ce soit pour l'exploitation du bois ou autre projet industriel, plus le phénomène s'accentue.

Un des effets pervers majeurs est l'élévation du niveau des mers et océans. Il se chiffre à 17cm depuis le début du siècle, dont 8cm depuis 1992. Il est dû à la dilatation des eaux sous l'effet de la chaleur, et à la fonte des glaciers terrestres, qui diminuent de surface, rejetant l'eau dont ils sont constitués dans la mer. Les experts du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat) chargés de l'étude des conséquences du réchauffement, alertent sur des événements climatiques extrêmes : canicules, pluies torrentielles, cyclones plus intenses et plus durables. Des villes comme New York, Tokyo, Calcutta ou Bangkok, et de nombreuses îles pourraient être submergées d'ici un siècle. Que resterait-il de la Guadeloupe et de la Martinique ? L'approvisionnement en eau douce pour de très nombreuses personnes est menacé, du fait de la pollution des nappes phréatiques par l'eau salée. La désertification de terres autrefois cultivables est déjà aujourd'hui une catastrophe humanitaire. Il pourrait y avoir d'ici 2050, 200 millions à 1 milliard de migrants contraints de fuir des régions devenues invivables. Vu la façon dont les migrants sont traités aujourd'hui, quelle seraient alors les « solutions » préconisées par les gouvernants ?

Les scenarios envisagés par les experts sont catastrophiques. Mais une telle régression n'est pas inéluctable. Elle est un des pires aspects de la barbarie engendrée par l'anarchie du système capitaliste qui dirige le monde. La propriété privée des moyens de production, une liberté quasi-totale de détruire, de piller et de polluer, malgré les très timides sanctions instaurées à l'issue de différents colloques internationaux, liberté qui devient totale et effrénée dans les pays pauvres sous domination impérialiste, proies des multinationales, sont à l'origine des catastrophes annoncées. La concurrence, le fait que chaque gouvernement protège ses propres capitalistes, un système de production anarchique qui recherche le profit immédiat et maximum sans aucun souci du lendemain, ni de la vie humaine, ou de la vie tout court, est entrain de conduire le monde à la destruction. «Socialisme ou barbarie», écrivait Karl Marx. La barbarie est en route, mais il est encore possible de la stopper. Non pas par des réunions au sommet qui ne sont que de la poudre aux yeux, mais bien en renversant cette société criminelle. Une autre société qui fonctionnerait pour les besoins prioritaires de l'humanité et non pas pour les profits d'une minorité de capitalistes pourrait inverser la tendance au réchauffement climatique et à la destruction programmée de l'humanité ou d'une partie d'entre elle. Elle s'appelle la société socialiste, une société sans classe sociale et totalement égalitaire entre les hommes.

*FRANCE*

# État d'urgence : un prétexte pour matraquer

La marche mondiale pour le climat, organisée le dimanche 29 novembre, a réuni 780 000 manifestants pour 2300 marches dans le monde. Dans la plupart des pays, ces marches pacifiques se sont déroulées sans heurts. Mais en France, à Paris, où se déroulait justement la COP 21, conférence sur le climat, c'était une autre affaire.

Les manifestations avaient été interdites, sous le prétexte de l'état d'urgence décrété par le gouvernement. Bien entendu cela n'a pas découragé les milliers de manifestants. Dans les plus grandes villes, Toulouse, Bordeaux, Lyon ou Marseille, les manifestations ont regroupé des centaines de personnes. A Paris, les manifestants ont été assaillis par les forces de l'ordre. Il y a eu 341 arrestations, et 316 gardes à vue, dont 9 ont été prolongées.

26 militants écologistes ont vu leur domicile perquisitionné et ont été assignés à résidence avant la manifestation.

Voilà les prémisses de ce qui attend tous ceux qui chercheront à s'opposer au gouvernement : l'état d'urgence sert aussi, et peut être avant tout, à cela.

*Martinique*

# Quand le CSA s'érige en censeur de république bananière !

En Martinique, la campagne électorale pour la nouvelle «Assemblée de Martinique» comporte une campagne officielle radio-télévisée, avec 3 clips pour chacune des 9 listes en présence.

Lors de l'enregistrement du 1er de ces clips pour la liste «Combat Ouvrier», un responsable du CSA (Conseil Supérieur de l'Audiovisuel), au téléphone depuis Paris, a fait obstacle à la formulation : *«En Martinique, les subventions de l'État et des assemblées locales vont aux Hayot, aux Ho-Hio-Hen, aux Fabre-Domergue, aux Parfait, aux Monplaisir ! Pas aux travailleurs ! »*. Il ne fallait pas, paraît-il, citer les noms de famille des capitalistes !

Confrontés à l'éventualité que le CSA fasse finalement sauter l'ensemble du clip, nous avons modifié le passage incriminé : *«En Martinique, les subventions de l'État et des assemblées locales vont aux grands groupes capitalistes, comme GBH (Groupe Bernard Hayot), et tous les autres ! Pas aux travailleurs ! »*.

Toujours est-il que, contrairement à ce qui est répété partout, dans le cadre de la campagne électorale l'expression n'est pas vraiment libre, mais soumise à une censure exercée de Paris, à 7000 km.

*Guadeloupe*

# Lycée Faustin Fléret (Morne à l'Eau) : état d'urgence, 5 lycéens arrêtés

Le 19 novembre, des gendarmes en tenue de guerre débarquent chez un lycéen de seconde. Il est conduit en garde-à-vue pour 46 heures. Pourquoi ?

Deux jours avant, sa prof de français a organisé un «débat» sur les attentats de Paris.

Tu parles d'un piège ! Comme Marvin a dit quelque chose qui n'a pas plu, la dame a fait un rapport au proviseur. Pourquoi s'embêter ? Avec l'état d'urgence, les «chefs» ont tout pouvoir...

Le proviseur fait un rapport le lendemain, le proviseur a convoqué la maman. Pour discuter ? Ben non : pour annoncer que lui aussi faisait un rapport, cette fois-ci au procureur. Et bim ! Le lycéen est embarqué par les militaires. Opération commando. Il a été traîné à l'hôpital, menotté, pour «faire un bilan» et le soir il a été arrêté en mode commando. Les gendarmes voulaient son ordinateur, mais il n'en a pas. Pas grave : ils ont trouvé une discussion sur WhatsApp où il disait qu'il n'aimait pas le président Hollande. Re-Bim ! Quatre de ses amis ont été arrêtés le lendemain ! Pendant la garde à vue, les gendarmes ont choisi l'avocate du lycéen. Elle a dit à sa mère : «si votre fils est rebelle, c'est votre faute». Et c'est elle qui va le défendre ?

Ils veulent nous faire taire ! L'arrestation de ces 5 lycéens n'a rien à voir avec la lutte contre le terrorisme. Tout ce cinéma n'a qu'un seul but, faire comprendre aux lycéens que quand on organise un débat, ça veut dire «ferme ta gueule» !

# En Bref… En Bref… En Bref…

**COP 21 : sauver la planète ou les finances de l'État ?**

À l'occasion de la COP 21, Hollande a annoncé vouloir doubler d'ici 2017 la taxe-carbone, qui est en vigueur depuis l'an dernier sous le nom de « contribution climat énergie » et qui nous a déjà valu une augmentation de 2 centimes sur l'essence cette année, et une autre équivalente pour 2016. Bien que les discours gouvernementaux se succèdent sur le thème de la baisse des impôts, c'est bien parti pour qu'ils augmentent.

Hollande n'envisage pas une seule seconde d'imposer aux grandes entreprises de cesser de polluer. Par contre il veut contraindre la population, qui n'a pas le choix pour ses déplacements quotidiens, à payer toujours plus.

*Guadeloupe*

## Grève à la distillerie Damoiseau

Les salariés de la distillerie Damoiseau ont déclenché une grève depuis le jeudi 12 novembre, pour obtenir la levée du licenciement pour faute grave de l'un des leurs. Cet ouvrier qui est à quelques mois de la retraite, a été accusé par la direction de l'entreprise d'avoir volé des pièces de l'usine pour les revendre pour son propre compte. En réalité, l'ouvrier a ramassé, dans des gravats, des pièces usagées qui étaient mises au rebut depuis longtemps. Cette pratique était tolérée par l'entreprise depuis toujours et les patrons fermaient les yeux dessus.

Ce licenciement est inacceptable. La grève se poursuit depuis plus de 15 jours avec une majorité des ouvriers. Sous la pression, le patron est revenu sur sa décision de licencier le salarié sans aucune indemnité. Mais il refuse de retirer la plainte pour vol qu'il a déposée à la gendarmerie. Deux salariés de l'usine ont déjà subi une perquisition à leur domicile. Pour le patron, cet événement est l'occasion de tenter de se débarrasser de plusieurs ouvriers. Ces derniers ont compris que Damoiseau veut réaliser son nouvel investissement de 25 millions d'euros en faisant des économies sur leur dos. Selon lui, il n'aurait besoin que de la moitié des ouvriers présents à l'entreprise.

Les travailleurs eux, veulent sauvegarder leur emploi à travers la grève et se faire respecter de ce patron féroce. Ils ont l'aide de leur syndicat UGTG. D'ores et déjà ils ont obtenu le soutien de ceux de Bologne qui eux aussi étaient en grève il y a quelques jours contre un licenciement. De même, les employés de l'entreprise Damoiseau de mise en bouteille et de vente apportent leur soutien aux grévistes de la distillerie. Damoiseau ne lâchera prise que s'il se sent menacé de perdre sur ses profits non seulement à la distillerie, mais aussi dans son magasin de vente.

*Martinique*

## Activités de la coordination anti-Sargasses

Le 20 novembre dernier, une coordination Sargasses avait invité les neuf têtes de liste aux élections de la CTM à une réunion pour connaître leur position face à ce fléau, mettant en danger la santé des riverains en particulier et de la population en général. Cette coordination regroupe des habitants du Robert et du François, communes très touchées par le phénomène.

Quatre listes étaient représentées dont celle de Combat Ouvrier. Après l'exposé de la situation, un des membres de la coordination a expliqué que celle-ci souhaitait créer un rapport de force afin de faire entendre raison aux élus et aux représentants de l'État dont les mesures insuffisantes furent dénoncées. Notre colistier a saisi la balle au bond, relevant que les autorités n'entendaient que le langage du rapport de force. Il indiqua que Combat Ouvrier se joindrait à la manifestation.

Dans un deuxième temps, le témoignage des riverains a mis à jour le fait que depuis 2011, dans certains secteurs, les sargasses n'ont pas été enlevées et que les personnes habitant ces secteurs «souffrent le martyr». Elles se voient obligées de répéter des consultations médicales sans résultat puisqu'elles continuent à être exposées. Elles ont dû renouveler à deux reprises du matériel électronique. Par ailleurs, des promesses de relogement restent lettre morte.

Le colistier de la liste Combat Ouvrier a signé la pétition, et puisque la coordination avait décidé de se rendre le mardi suivant à l'ARS (Agence régionale de santé), il a rejoint ses membres sur place. Ceux-ci ont été reçus par le directeur mais face aux réponses, plutôt fades, de ce dernier, ils ont annoncé que le combat continuerait.

*Martinique*

## France-Antilles et le TCSP, une love-story martiniquaise

Le 20 novembre, deux pages entières de France-Antilles, 15 photos couleurs... Quel événement sensationnel mobilisait la rédaction du quotidien local ? Une session du Congrès américain délocalisée à la Martinique ? Non, plus prosaïquement un circuit-test de quelques centaines de mètres d'un Bus (à Haut Niveau de Service, excusez du peu – BHNS –) du futur TCSP (Transport en Commun en Site Propre), de la Pointe Simon et retour, en passant par la Croisée Manioc ! Le journaliste nous a livré tout un reportage racontant, admiratif, ce qu'il faut bien appeler un fiasco : 3 arrêts dus à la mauvaise configuration de la voirie. Il y a eu aussi un accrochage occasionnant au véhicule une "belle entaille" (selon F.A.) à l'arrière de la carrosserie du véhicule. L'accostage final n'a pas été testé car il a été rendu impossible par des plots insensibles à l'importance de la manœuvre – dixit le titre de F.A., sur 3 colonnes à la une.

France-Antilles n'est pas officiellement consacré à chanter les louanges des réalisations de la Région et du groupe Vinci – bénéficiant d'un PPP (Partenariat Public Privé) sur l'opération TCSP –.

Mais, officieusement, il a quelques difficultés à cacher ses sentiments !

*Guadeloupe*

## Les patrons de la banane font semblant d'être préoccupés par la création d'emplois

Depuis le début du mois de novembre on entend les patrons et leur porte-parole pleurer sur leur sort.

Rendez-vous compte : ils ne reçoivent les 404€ de subventions par tonne de bananes que sur les 77 800 tonnes de leur quota. Et ils voudraient obtenir ces subventions pour au moins 100 000 tonnes. Ce qui leur est refusé pour le moment. Mais en attendant une éventuelle augmentation de leur quota à 100 000 tonnes, la Région dit avoir déjà mis «de côté» une aide de 600 000€.

Selon les F. Lignère, T. Dembas, G. Adolphe, Cabre, Delacaze et tous les autres gros « pwofitè » (exploiteurs) de la banane, ils n'ont que 620€ de recette par tonne de bananes produite et ce sont les 404€ de subventions qui leur permettent de se tirer d'affaire, sinon ils seraient déficitaires. Cela dit, il faut croire que certains d'entre eux aiment vraiment «perdre» de l'argent. C'est le cas notamment de T. Dambas qui a déclaré avoir produit dernièrement 300 tonnes de plus que le quota qui lui est alloué.

Quand on sait que la plupart de ces patrons de la banane, petits, moyens et gros ne paient pas les heures supplémentaires imposées aux travailleurs, ne fournissent pas de matériels de travail (coutelas, limes etc.), ne payent qu'une partie de la prime de fin d'année, et même parfois certains jours fériés, on peut dire qu'ils sont insatiables. Ces gens-là veulent nous faire croire qu'en demandant l'augmentation de leur quota de production, ils sont surtout préoccupés par leur désir de créer au moins 500 emplois dans la banane. Mais alors :

- pourquoi ne pas embaucher dès maintenant en mettant fin aux heures supplémentaires non payées ?
- pourquoi la direction de la SCA Dumanoir a-t-elle annoncé dernièrement son projet de supprimer plus de 10 emplois ?
- pourquoi T. Dambas «ballade-t-il» les travailleurs de l'une à l'autre des différentes plantations réparties de Trois-Rivières à Anse Bertrand au lieu d'embaucher ? Ce qui oblige les travailleurs venant de Trois Rivières à être debout avant 4 heures le matin pour aller travailler jusqu'à Anse-Bertrand ?
- pourquoi ces gens-là ont-ils en permanence un grand nombre de travailleurs en CDD sur leurs plantations ?

Alors, derrière leur soi-disant désir de créer des emplois, ces planteurs sont surtout préoccupés par leur soif de subventions et d'aides de toutes sortes pour avant tout remplir un peu plus leurs coffres-forts.

*Guadeloupe*

## Pointe-à-Pitre : Mobilisation des facteurs !

Les postiers affiliés au syndicat SUD PTT Gwa ont entamé un mouvement de grève le lundi 30 novembre 2015. Ils s'opposent au projet de réorganisation que la direction veut imposer et qui prévoit la suppression de 14 postes. Ce mouvement concerne principalement le service courrier/colis de Bergevin.

Les grévistes dénoncent le manque d'informations sur le projet de la direction qui envisage de supprimer l'unité de distribution des plis non adressés (les documents publicitaires). 14 agents travaillent dans ce service. Pour le syndicat c'est un plan social déguisé. Le mouvement est suivi par 75 % du personnel.

Pour la direction il n'y a pas de plan social envisagé mais il s'agit d'affecter les agents sur d'autres postes de travail, car selon elle, il y a une baisse significative du trafic courrier d'environ 9 % par an ce qui fait 35 % sur les 6 dernières années. Avec la loi Macron la direction peut utiliser les postiers à d'autres tâches à savoir le transport des courses, la distribution de lampes basse consommation pour EDF, la livraison de bouteilles de gaz et il est même prévu que les facteurs fassent passer le permis de conduire.

Pour l'heure, les négociations n'ont pas abouti car les positions des salariés sont très éloignées de celles de la direction. La politique de la Poste est surtout dictée par son souci de rentabilité, ce qui l'éloigne de plus en plus de ce que doit être un service public. La direction prétend ne savoir quoi faire de certains facteurs au motif qu'il y a moins de courrier/colis, mais les queues importantes dans les bureaux de La Poste ne la préoccupent pas. Elle pourrait par exemple améliorer l'accueil fait au public en augmentant le nombre d'agents au guichet. Les grévistes ont bien raison de se battre pour ne pas subir des suppressions de postes. La direction répète qu'elle ne licencie pas, ce qui est certainement la réalité, mais en supprimant des postes ce sont des opportunités en moins pour les jeunes au chômage.

*Martinique*

## Décembre 1959, la violence coloniale… les masses en colère…

Le 20 décembre 1959, à 20 heures, sur la Savane à Fort-de-France, un incident de circulation entre un automobiliste français, blanc, et un cyclomotoriste martiniquais, noir, provoqua un attroupement. De l'hôtel de l'Europe (maintenant hôtel Lafayette), un CRS en civil passa un coup de téléphone et arriva une patrouille de ses collègues.

Les CRS - tous blancs - intervinrent contre la foule mais celle-ci ne recula pas. Les CRS reçurent des renforts puis se retirèrent finalement en tirant des coups de feu en l'air. Le lendemain, lundi 21, l'atmosphère était lourde à Fort-de-France. Le soir, des groupes venus en grande partie des quartiers populaires affrontèrent gendarmes et policiers. Ces derniers tirèrent. Il y eut des blessés et deux morts : Edmond Eloi dit

Rosile (20 ans), rue Villaret-Joyeuse derrière l'Olympia, et Christian Marajo (15 ans), rue Ernest Renan, aujourd'hui rue Moreau de Jones.

Les manifestants édifièrent des barrages de rue et attaquèrent des bâtiments symboles du pouvoir colonial et policier. Deux commissariats de police furent dévastés, des perceptions aussi. Le mardi 22, le jeune Julien Betzi (19 ans), fut tué place Stalingrad, actuellement place François Mitterrand.

L'administration coloniale envoya sa soldatesque pour faire cesser l'émeute.

La révolte de la jeunesse et d'une fraction de la population s'expliquait par l'extrême pauvreté qui régnait alors dans l'île.

Le manque d'eau, d'électricité dans les maisons, le manque d'hygiène, de soins, étaient criants. Les maladies tropicales étaient légion. La situation était alors comparable à celle de bien des pays d'Afrique. Les rapports entre la métropole coloniale et l'île étaient toujours empreints d'un grand mépris. Le racisme et les discriminations raciales à l'égard de la population noire imprégnaient tout le tissu social et pourrissaient les relations humaines.

Il faut noter qu'aujourd'hui, en grande partie grâce aux luttes des travailleurs, la situation a beaucoup changé en mieux même si des séquelles coloniales demeurent encore.

"Décembre 59" demeure néanmoins dans la mémoire collective comme un sursaut de la population et de la jeunesse noires contre l'oppression coloniale, et une révolte qu'elle paya de trois morts et de nombreux blessés.

ARGENTINE

# La droite remporte les présidentielles

Dimanche 22 novembre, Mauricio Macri, de la coalition «Changeons» (Cambiemos) classée à droite, a remporté d'une courte majorité l'élection présidentielle en Argentine. Il met fin à 12 ans de pouvoir exercé par la «gauche» issue du peronisme.

Depuis 2003 avec l'élection de Nestor Kirchner, le pouvoir était détenu par un groupe de partis issus du peronisme – l'appareil politique construit dans les années 1970 par le dictateur démagogue Juan Peron et sa femme Evita. À la mort de Nestor Kirchner, sa femme Christina prit sa suite en remportant les élections présidentielles de 2007 et de 2011. Le «Kirchnerisme» comme on l'appelle désormais, a séduit une part de la petite bourgeoisie et des couches populaires par un discours souverainiste teinté d'anti-impérialisme (surtout face aux États-Unis) et par la stabilisation de l'économie après la catastrophe bancaire de 2001. Alors que la hausse du prix des matières premières – notamment du soja et du cuivre – mettait l'économie Argentine temporairement à l'abri de la crise mondiale, les Kirchner ont pu aussi distribuer quelques aides sociales, de sorte que le pays a connu un certain recul de la pauvreté. Mais ce temps semble terminé : l'économie Argentine est désormais rattrapée par la crise mondiale et l'inflation touche durement les ménages les plus modestes.

Le «Kirchnerisme» (comme le peronisme dont il est issu) s'est aussi traduit par une répression féroce contre les travailleurs en lutte, soit via les bureaucrates syndicaux qui lui sont inféodés, soit directement via l'appareil judiciaire. En 2010 par exemple, un jeune cheminot, Mariano Ferreyra, était assassiné par une bande de voyous lancés contre un piquet de grève par José Pedraza, chef d'un syndicat devenu multimillionnaire à l'occasion des privatisations du chemin de fer. En 2014, dix travailleurs du Pétrole qui avaient participé à une grève très dure à Las Heras huit ans avant ont été condamnés à la perpétuité. En 2013, le «Front de gauche des travailleurs» qui regroupe des organisations dont certaines se réclament du Trotskysme, avait bénéficié d'un vote protestataire surtout dans les régions où les travailleurs et les paysans avaient mené des luttes dures. Cette fois, en l'absence de luttes, le «Front» recueille 3,3 % à l'échelle nationale.

Finalement, Christina Kirchner, qui n'avait pas le droit de se représenter, a désigné Daniel Scioli, qui est le fils d'un riche magna de l'électroménager, comme candidat contre Mauricio Macri, lui aussi héritier d'une des familles les plus fortunées d'Argentine… Pour la grande masse des Argentins, un tel duel c'était donc «riche bonnet» contre «bonnet riche» et le résultat est à l'avenant.

HAITI

# Martelly réhabilite l'armée

Le 9 octobre, Michel Martelly et le gouvernement d'Evans Paul ont adopté un décret qui remobilise les forces armées d'Haïti. Elles avaient été démobilisées par Aristide en 1994, mais non pas dissoutes. Les possédants et la classe politique à son service ont applaudi la mesure. Ils mettent en avant la défense du territoire en évoquant une attaque possible venant de Saint Domingue pour regrouper autour du drapeau national la population, notamment les pauvres, les expulsés, les paysans.

Martelly explique que la remobilisation de l'armée a pour but le retrait des forces des Nations Unies (la MINUSTAH) et la lutte contre le trafic de drogue. Des allégations quand on sait que ce même trafic est une source de revenu du groupe autour de Martelly. La taille de l'armée remobilisée n'est pas encore connue, ni les moyens de financement. Ces forces seront en plus accompagnées de la Police nationale qui compte plus de 14 000 policiers et policières.

Martelly cherche à museler la population pauvre dont une fraction s'est mobilisée à l'appel des partis qui n'acceptent pas le résultat des élections présidentielles. Une des attributions de l'armée est de *«contribuer à la sécurité nationale et le maintien de la paix sur tout le territoire en cas de force majeure, guerre ou troubles civils»*. C'est une armée au service des possédants pour les protéger d'une révolte de la population laborieuse.

C'est un élément de plus dans l'arsenal répressif mis en place par Martelly au service de la bourgeoisie comme en témoigne un article des camarades de l'OTR (Organisation des travailleurs révolutionnaires-trotskyste) du mois de novembre, paru dans leur journal «La voix des travailleurs» et que nous publions.

L'OTR est membre comme nous de l'UCI : Union communiste internationaliste.

**NOUVELLE UNITÉ DE RÉPRESSION CONTRE LES MASSES PAUVRES**

La Brigade d'Opération et d'Intervention Départementale, BOID, inaugurée au mois de juin dernier au sein de la Police Nationale d'Haïti, fait déjà la une de l'actualité. Le gouvernement dirigé par K-Plim a décidé de muscler les capacités répressives de la police en y ajoutant un autre corps d'élite en plus des autres corps spéciaux qu'elle contient.

Dressés pour réprimer les masses pauvres, les unités de la BOID n'ont pas pris beaucoup de temps pour mettre en application leurs leçons. C'est sur le terrain des conflits sociaux où des gens de la population manifestent que ces énergumènes ont fait leurs premières armes.

A l'Arcahaie, alors qu'une frange de la population manifeste contre une décision du gouvernement, des policiers de la BOID sont intervenus. Certains habitants de cette localité témoignent qu'ils ont rarement vu une telle violence policière. Encagoulés, lourdement armés, ces policiers emportent tout sur leur passage. Bastonnade, gifles, arrestations, ces policiers ne lésinent sur aucun moyen pour réprimer la population.

Le 15 septembre dernier, des bandits ont attaqué et tué deux policiers dans un quartier de la Cité Soleil. Appelés pour traquer les malfaiteurs, les policiers de la BOID s'en sont pris aux habitants. Femmes enceintes, vieillards, enfants, tous ceux qui avaient la malchance d'être présents au moment des opérations policières ont eu leur compte.

Des automobilistes rapportent que de banals contrôles de la circulation par ces policiers se terminent souvent en agressions physiques avec gifles, injures, etc.

Pendant ce temps, les actes de banditisme augmentent à un rythme inquiétant notamment dans les quartiers pauvres. Chaque jour, des ouvriers se font agresser quand ils vont travailler ou quand ils rentrent chez eux. Des kidnappeurs opèrent impunément, semant le deuil, la désolation dans les familles.

Parlant des policiers de la BOID, certains ouvriers de la zone industrielle opinent et pensent que les actions des bandits, des criminels et des malfrats policiers s'additionnent pour pourrir leur existence.

# COP 21 : beaucoup de nuisances pour rien

150 chefs d'état présents à Paris, 40 000 personnes impliquées, pour conférer sur le climat. Des manifestations interdites, des manifestants réprimés par centaines, des axes de circulation bloqués… Mais cette fois encore, la montagne risque bien d'accoucher d'une souris.

Il s'agit de la 21ème conférence sur le thème du réchauffement climatique, d'où le nom, et jusqu'ici, on n'a guère constaté de résultats. Les experts en la matière rivalisent de scénarios-catastrophe en ce qui concerne l'avenir. On estime qu'à l'horizon 2100, les températures mondiales subiront une hausse moyenne de 3°C ; alors que chacun reconnaît qu'il faudrait contenir le phénomène en dessous de 2°C. Cette hausse de température provoquerait la disparition de beaucoup d'espèces végétales et animales et rendrait la vie des être humains beaucoup plus difficile.

A l'issue des précédents colloques, protocole de Tokyo ou sommet de Copenhague, les timides mesures envisagées pour inciter les industriels capitalistes à polluer moins se sont révélées inefficaces. Dans leur quête incessante du profit maximum, ces derniers préfèrent encore payer des amendes pour eux minimes, car continuer leur production sans investir pour limiter la pollution et l'émission de gaz leur rapporte bien davantage. Il s'est même créé un marché et une spéculation autour de la vente et de l'achat des droits d'émission de gaz. Il est possible de transmettre ces droits d'une usine à l'autre ou d'un pays à l'autre. Les industries installées dans les pays sous développés ne sont l'objet d'aucun contrôle.

L'hypocrisie qui caractérise ces rencontres au sommet est flagrante : les pays les plus incriminés sont la Chine, le Brésil ou encore l'Inde. Seul le volume d'émission de gaz est pris en compte sans tenir compte de la population des pays concernés. Si on considère le nombre d'habitants, ce sont les États Unis et les pays très industrialisés qui conservent la tête des pays pollueurs : 17,6 tonnes par habitant aux USA, 16,9 tonnes pour l'Australie, 9,1 tonnes pour l'Allemagne, et 6,2 pour la Chine, 2,2 pour le Brésil, et 1,7 pour l'Inde (la combustion d'une tonne de carbone correspond à l'émission d'une tonne équivalent carbone de $CO_2$). De plus, dans ces pays pauvres, et surtout en Chine ou en Inde, la production concerne beaucoup d'ateliers de sous-traitance pour des multinationales basées dans des pays riches.

On peut aussi constater parmi les participants, la présence des émissaires des sponsors qui ont fourni 20% du budget de la conférence, à savoir GDF Suez, Michelin ou encore EDF. La conférence prend donc une allure de concertation avec le grand patronat, bien présent pour surveiller ses affaires.

En vérité, ce ne sont pas les Hollande, Obama et autres Xi Jinping qui peuvent réellement agir sur les facteurs qui poussent au réchauffement climatique parce que ce ne sont pas eux qui dirigent vraiment l'économie mondiale. Ce sont les

actionnaires des plus grandes entreprises, au travers des conseils d'administration, prenant leurs décisions en secret, décidant de produire sur un continent puis de transporter les marchandises vers un autre où elles seront utilisées.

Ce sont les compagnies pétrolières comme Total, Exxon ou BP qui décident de forer ou non pour rechercher et exploiter du pétrole ou du gaz, non pas avec la préoccupation d'éviter les catastrophes écologiques, mais avec celle de dégager du profit sur les matières premières énergétiques.

Ce sont les patrons de Volkswagen qui ont organisé la production et la vente de millions de voitures plus polluantes en réalité que sur le papier.

Ici aux Antilles, ce sont les patrons de la banane qui ont délibérément et pendant des années déversé des pesticides (en particulier du chlordécone) polluant les sols pour des centaines d'années ; et ce avec la complicité de l'État.

En fait, pour enrayer la pollution et le réchauffement climatique, il faudrait imposer des mesures contraignantes aux industriels et donc au grand patronat. Il faudrait rompre avec la loi aveugle du profit et planifier de façon rationnelle la production pour les besoins de l'humanité.

Les représentants des micro-états des îles du Pacifique, qui risquent d'être submergées d'ici 2100, auront beau actionner l'alarme, ils ne pèsent rien face aux grandes sociétés capitalistes qui dirigent le monde. Les chefs d'états les plus puissants qui participent à la conférence sont à leur service. Ils auront beau tenter, comme Obama ou Hollande, de se donner le beau rôle, le résultat sera le même. Pour enrayer la catastrophe climatique programmée, l'unique solution est de renverser cette société.